



Cérémonie des Vœux de la Municipalité Jeudi 18 janvier 2018

Discours de Jean Mangion, Maire de Saint-Étienne du Grès

Mesdames, Messieurs,
Chers Concitoyens,
Chers Amis Elus,

A l'occasion de ces vœux 2018 je souhaite m'adresser à tous mais aussi à vous Monsieur le Président de la République, hors de tout contexte politique et en vous demandant haut et fort de faire confiance à vos élus locaux : ce ne sont pas des ennemis.

Arrêtons les critiques contre les collectivités venant de l'Etat !
Au contraire donnez-nous votre confiance !

Construisons ensemble la prochaine phase de décentralisation et donc de réorganisation territoriale dont a profondément besoin la France pour son développement.

Monsieur le Président de la République, en affaiblissant nos collectivités et en distillant le refrain conservateur de la recentralisation, c'est la France que l'on affaiblit.

Pour cela signons ensemble un contrat de confiance sincère, précis, car sans nous les grands desseins politiques nationaux ne pourront se faire.

Vous le savez, vous en sortirez grandi et vous pourrez alors comme l'a fait en son temps Gaston DEFERRE par sa loi du 2 mars 1982, en lançant une nouvelle phase de décentralisation, vous inscrire au Panthéon des élus qui ont eu un grand dessein pour leur pays plutôt que de répondre au discours des conservateurs qui vous entourent.

A ceux-là, je rappellerai votre discours de Toulon du 22 février 2017.

Vous disiez : « Défendons-nous la liberté vraiment lorsque certains n'ont pas droit à la liberté, lorsque certains n'ont pas alors qu'ils ont envie, des capacités de faire dans nos quartiers, dans la ruralité »

La question était excellente et pose toute la problématique de la décentralisation mais vos références à Friedrich VAN HAYEK confirment un conservatisme qui se traduit dans l'organisation territoriale française que vous projetez.

Respectons notre histoire et son évolution inexorable vers une décentralisation répondant aux exigences économiques du 21^{ème} siècle.

Trop de nos dirigeants perpétuent cette étrange vision qui réduit les territoires à la question du nombre au détriment de l'espace alors que les communes de moins de 5 000 habitants, nos communes, gèrent plus de 90% du territoire français.

Or les problèmes de cohésion territoriale sont une question de distance avant tout car si la commune est un lieu d'appartenance citoyenne, c'est aussi parce que ce maillage est le garant d'une véritable cohésion territoriale sociale et démocratique, loin des concepts technocratiques qui défendent avant tout l'idée de supprimer les petites communes, c'est-à-dire plus de 32 000 communes ! Excusez-moi du peu !



Ainsi l'Etat central après une dilution des partis politiques lors des dernières élections présidentielles a pris le parti de prendre le dessus et plus particulièrement Bercy qui aujourd'hui oriente et dirige les décisions politiques toujours en évoquant la sempiternelle belle et grande idée généreuse qui est de dire : « nous faisons cela au nom de l'intérêt général et au nom des économies nécessaires pour notre survie ».

Monsieur le Président de la République, Le mot « notre » est de trop, car ces économies ne sont nécessaires prioritairement qu'à la survie de l'Etat.

Bercy demande ainsi à nos communes d'ici 2022, 20 milliards d'euros d'économies alors que lui, grand argentier de l'Etat affiche sans vergogne plus de 2 300 milliards d'euros de dettes, je dis bien 2300 milliards, dont 80% sont de sa seule responsabilité.

C'est donc lui le grand argentier de l'Etat qui doit aujourd'hui produire un énorme effort d'économie et certainement pas nos collectivités qui, juridiquement et à l'inverse de l'Etat, ne peuvent pas voter de budget en déficit.

Les communes ne donc absolument pas concernées par l'encadrement des dépenses et les communes ne sont absolument pas responsables du déficit de l'Etat.

Nous sommes donc à un tournant de notre histoire car les dernières mesures gouvernementales vont impacter dramatiquement les finances locales.

C'est cette justice que la ruralité demande à cors et à cris pour rester maître de son destin et c'est ce qui motive notre volonté de rester une zone rurale entre métropole et pôle métropolitain quelle qu'en soit la forme juridique.

Inventons l'avenir de notre organisation territoriale !

Cela nécessitera la réalisation d'un pacte avec notre métropole, un contrat communes rurales – métropole. Et cela est une forme moderne de l'organisation territoriale.

Ce département a 119 communes pour lesquelles il a déployé une aide remarquable ces 4 dernières années et ce, sans augmentation d'impôt pour Saint-Étienne du Grès.

Au sein de notre département le Pôle d'équilibre rural et territorial du pays d'Arles a su prendre une véritable place.

Cette place doit s'imposer à notre gouvernement dans le cadre d'un contrat de confiance, que j'appelle de tous mes vœux, signé entre notre PETR et l'Etat.

- C'est prioritairement là qu'est notre salut.
- C'est notre force et ne nous dispersons pas dans ce combat.
- C'est avec notre département et notre conseil régional que nous devons agir et je l'ai demandé par courrier auprès du président du Pôle d'équilibre territorial et rural, Michel FENARD.

Nos conseillers régionaux et départementaux doivent nous accompagner.

Sans eux nous ne réussirons pas ce combat pour imposer et rendre incontournable ce PETR pour les restructurations à venir en discussion avec l'Etat qui pourront alors, nous mener au droit à la différenciation comme l'a précisé notre ministre, Madame GOURAULT.

Le droit à la différenciation, c'est inventer une forme originale d'organisation territoriale qui permet de préserver notre territoire rural construit à travers nos communautés de communes, tout en lui permettant de se développer. C'est prioritairement là qu'est notre salut.



Monsieur le Président de tous les Français, évitons que le divorce entre Paris et province ne devienne irrémédiable.

Paris qui est sous le diktat de l'Europe veut soumettre la province à son propre diktat renvoyant aux confins de l'Histoire toutes les politiques de décentralisation menées en France depuis les années 80. L'Europe elle, ne sait plus réguler les politiques d'immigration et reste pendue aux chantages de pays comme la Turquie.

Si nous devons rester une terre humaine, nous ne pouvons devenir une terre dont on abuse et que l'on viole.

La décentralisation renouvelée c'est cela le nouvel ordre républicain dont nous avons besoin pour lutter contre le communautarisme avec une armée et des polices européennes au niveau de l'enjeu terroriste. Faudra-t-il attendre un nouvel attentat tragique pour réagir sur ces politiques ?

De même faudra-t-il voir mourir notre agriculture et une partie de notre économie parce que personne ne veut unifier les règles en Europe dans ce domaine ?

Les collectivités locales ne peuvent plus faire confiance à l'État.

C'est donc à lui aujourd'hui de trouver un équilibre territorial qui corresponde à notre identité car si vous deviez, vous Etat, continuer à étouffer les collectivités, ce que nous avons par exemple entrepris sur cette mandature pour notre commune de Saint-Étienne du Grès deviendrait irréalisable dans l'avenir.

En effet, la part communale nécessaire au financement de tous nos investissements sera impossible à trouver dans nos budgets, et cela est déjà devenu très difficile à ce jour vues les coupes sombres dont nous avons été victimes à travers la Dotation Globale de Fonctionnement : ce sont plus de 400 000 euros qui ont été perdus pour notre commune à ce jour !

Cela remet en cause les investissements à venir d'une manière dramatique. Notre autofinancement va devenir bientôt, à cette allure, quasiment NUL.

Il n'est donc pas question d'avoir un Etat qui continue à se décharger sur les communes, les contraignant à répercuter ces charges sur leurs administrés.

Monsieur le Président, vous nous avez dans vos vœux, demandé que chaque matin nous cherchions à savoir ce que nous pouvions faire pour le pays, pour la Nation française.

Notre réponse est simple : faire vivre le poumon de la France, la ruralité par tous les moyens et c'est déjà très très compliqué comme nous venons de vous l'expliquer.

En retour, Monsieur le Président, je vous demanderai chaque matin, de vous questionner vous aussi, sur ce que vous Président, vous pourriez faire pour la ruralité française.

Sur ce que vous pourriez faire pour l'économie de nos communes et donc, comment vous pourriez diminuer le niveau d'imposition de vos concitoyens qui est l'un des plus élevé d'Europe et qui pèse sur chacun d'entre nous et sur chacune de nos communes ainsi que, par ricochet, sur notre économie locale.

Qu'est-ce que l'Etat pourrait économiser afin de nous libérer de cet étouffement dans un pays où vivre seul avec le SMIC est devenu impossible ?

C'est cette conquête, nécessaire à une relance économique introuvable, que nous vous demandons de méditer.



Car les Français auraient apprécié un gros coup de pouce en faveur du SMIC ou par exemple, que l'on nivelle le prix des carburants en France par le bas plutôt que par le haut, ou encore que l'on ne réduise pas le montant de nos retraites.

Toutes ces mesures gouvernementales ont entamé notre confiance : vous nous devez de la rétablir non par des paroles mais par des actions.

Plus aucune charge ne doit être imposée à nos communes sans contrepartie.

Monsieur le Président de la République, nous devons pouvoir signer un pacte financier honnête, légitime, où l'Etat prend la part qui doit être la sienne et où nous avons un juste retour de l'effort fait par l'impôt qui est imposé à nos concitoyens.

Et ce contrat doit bénéficier aux 2 parties qui le signent. Commune et Etat doivent faire cause commune : c'est cela l'appartenance à une Nation.

Tout cela appelle une 2^{ème} grande réforme : celle de la fiscalité. Une fiscalité qui nous garantirait une autonomie financière indispensable pour l'action citoyenne de nos communes, pour nos citoyens à travers les services publics.

Cette exigence viendrait compléter une décentralisation relancée mais surtout pas une fiscalité qui n'aurait que pour but de diminuer la dette de l'Etat.

Dans ce contexte difficile, je dois très sincèrement remercier la loyauté, la présence indéfectible, la sincérité de l'action dans la continuité, affichée prioritairement par notre Conseil Départemental et par sa Présidente Martine VASSAL et par le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur présidé par Renaud MUSELIER qui nous ont permis ainsi de mener au mieux notre « barque » dans cette tempête.

Et comme par hasard ce sont des collectivités décentralisées...

Par ailleurs, chacun dans notre administration municipale a pris conscience de la nécessité d'une gestion très rigoureuse de nos deniers publics, fonctionnaires, élus et il faut le dire, on y reviendra, le monde associatif et nos concitoyens.

L'intercommunalité n'a de sens que s'il ne s'agit pas d'une OPA sur nos communes, créant ainsi des outils hors-sol.

Elle doit être le lieu d'une coopération entre l'urbain et le rural comme le pratique, au travers des politiques environnementales, notre Parc Naturel Régional des Alpilles que j'ai l'honneur de présider.

En son sein, nous inventons une autre forme de vie, où les mots mondialisation, métropolitain, mégapole disparaissent, et où la notion de bien-être est fondamentale comme le respect de l'environnement, les paysages remarquables, l'économie et le tourisme durables et la biodiversité.

Ne serions-nous pas déjà ici, dans le monde de demain qui ringardisera les notions de métropole ou du moins leur donnera un autre contenu oublié à ce jour ?

Pour revenir à Saint-Étienne du Grès,

Après avoir vu sortir de terre notre crèche, notre jardin d'enfants, notre parking de l'esplanade Frédéric Mistral, notre centrale photovoltaïque source de richesses pour l'avenir, notre place de l'église, la rénovation en cours de notre marché, les premiers travaux de notre place centrale, de notre camping, dès la rentrée 2018, notre classe numérique, la maison des associations, et bientôt le boulevard du Général de Gaulle et la maison du Bel Age..... nous mesurons le chemin parcouru.

Nous reviendrons sur l'ensemble de ces réalisations, fin 2018, après cinq ans de mandat.

Sachez que nous ne lâcherons rien, nous maintiendrons le cap et nous mettrons en œuvre la totalité de notre programme soit sept millions 158 100 euros.



A nous d'aller chercher ailleurs, par d'autres voies les moyens de notre réussite et de notre survie. Nous utiliserons pour cela tous les moyens que nous donne notre comptabilité publique comme les subventions, l'emprunt ou les partenariats public-privé pour y parvenir. Personne ne nous arrêtera et cela sans aucune augmentation d'impôt sur la mandature.

La revitalisation de notre Cœur de Village est notre priorité.

Nous préparons pour les années 2020 à 2024 un contrat pour la remise en état de tous nos quartiers : des Muscadelles à Laurade, du Clos des Céréales aux Sansonnets, je ne saurais les citer tous, après avoir investi sur cette mandature sur le centre-ville.

Vous l'avez compris : nous allons nous représenter aux prochaines élections municipales de mars 2020 pour tenter de terminer un projet qui englobe la totalité de notre commune.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont participé à ce combat comme adjoints et délégués :

- Edgard MARECHAL qui avec Augustin TEYSSIER et notre regretté Robert ARNOUX, appelés les 3 mousquetaires ont mené de main de maître notre Plan Local d'Urbanisme, soit près de 2 000 pages votées à l'unanimité et félicitées par tous les partenaires publics.
- Merci à Claude SANCHEZ qui nous et vous informe au jour le jour de tout ce que nous faisons et devons faire. Il est le grand garant de ce qui est dit et qui doit être fait.
- Merci à Inès PRIEUR DE LA COMBLE qui s'investit avec cœur pour nos aînés.
- Merci à Céline CASTELLS qui suit au jour le jour notre crèche, nos écoles et répond toujours aux attentes des parents, des enseignants et des élèves, attentive aussi aux demandes de toutes nos associations sportives.
- Merci à Yves DURAND le roi de la forêt et le prince des légumes au marché... heu non, non le prince du marché aux légumes.
- Merci à Nathalie GIBELIN qui bien que très prise par son travail a planché pendant ces derniers mois sur le projet de revitalisation des commerces du village qui sera dévoilé dans les semaines à venir en collaboration avec la Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Pays d'Arles.
- Merci à Catherine VERAN qui bientôt va prendre l'uniforme tant elle travaille avec l'unité des gendarmes de St Rémy de Provence. Encore merci pour son implication pour sécuriser notre village, grâce aux 26 caméras de vidéo-protection, et pour sécuriser nos collines avec les pompiers et le Comité communal des Feux de Forêt.
- Ainsi qu'à Jean-François GALERON, président du Conseil de Sécurité et animateur des réunions de quartier.
- Merci à Marianne LEBRE qui a développé avec des moyens restreints notre vie festive et culturelle accompagnée entre autre par l'association EL GALO pour la tauromachie ainsi que l'association Grésouillaise Culture Fête et Tradition, IMAG'in Le Grès, l'association artistique, ou la société de Saint-Eloi... et toutes nos associations qui animent le village.
- Merci à Béatrice PELOUZET qui forte de son expérience familiale suit l'activité agricole avec attention en liaison avec la Chambre d'Agriculture.
- Et aussi merci à l'ensemble de nos élus municipaux qui tous, à l'unanimité, construisent de conseil municipal en conseil municipal le projet voulu par notre village en débattant, en l'amendant, en l'enrichissant dans un climat de franchise absolue.



A travers notre action, les traits des sociétés rurales comme la nôtre tournent autour du sens donné à la famille, à l'enfant, au voisinage, à la vie animale, de la résistance à la dureté de la vie.

Ce sont ces valeurs qui peuvent nous aider aujourd'hui à assurer le lien entre tradition et modernité. C'est pour cela qu'il ne faut pas jeter aux oubliettes les communautés humaines qui les composent : je parle ici de nos communes.

Je suis fier de vous Grésouillaises, Grésouillais.

Notre action, notre envie nous vous la devons à vous, nos habitants, aux associations, aux acteurs économiques, aux commerçants et aux artisans, à nos partenaires institutionnels et à nos fonctionnaires municipaux.

Nous avons tous ensemble créé une dynamique qui affirme notre identité.

Ce rendez-vous des vœux est le moment de partager cette culture rurale qui est à mon sens le meilleur moyen de lutter contre les signes de déshumanisation d'un monde qui serait inéluctablement dématérialisé et numérisé.

C'est donc le moment privilégié pour se souhaiter mutuellement nos meilleurs vœux, tout ce qu'il y a de plus simple et de plus vrai sur cette terre : l'amour, la paix, la fraternité, la prospérité et la douceur de vivre dans notre monde rural, à condition de trouver une stabilité institutionnelle de notre organisation territoriale dans un esprit de liberté, d'initiative et de souplesse respectueuse

- de notre territoire,
- de nos traditions,
- de notre drapeau provençal et de notre drapeau français,
- de la Bouvine,
- de tout ce qui fait que nous sommes fiers d'être des provençaux, les héritiers de Mistral.

Et cette patrie de cœur jamais personne ne nous la volera.

Nous la défendrons corps et âme contre tous ceux qui veulent la gommer

VIVE SAINT-ÉTIENNE DU GRÈS
VIVE LA REPUBLIQUE
VIVE LA FRANCE